



## Composition du Groupe consultatif du CSA

Doc N° : CFS/Bur/2020/04/17/03

### Communiqué du Groupe de travail du Bureau sur le Groupe consultatif du CSA - pour décision

#### Introduction

1. Suite à la 46e session du CSA, le Bureau du CSA a été chargé de prendre une série de décisions relatives à la composition du Groupe consultatif du CSA pour la période 2020-2021.
2. Les discussions tenues au sein du Groupe de travail du Bureau du CSA lors de trois réunions ont permis de dégager, notamment, les éléments suivants : le principe d'inclusivité du CSA sous-tend tout ce qui touche au Groupe consultatif du CSA ; le Groupe consultatif doit disposer d'une expertise adéquate, laquelle doit être utilisée de manière efficace par le Bureau pour appuyer l'exécution du Programme de travail pluriannuel ; la nomination du Groupe consultatif doit s'inscrire dans les limites du Règlement intérieur du CSA et de tout avis juridique fourni par le Conseiller juridique de la FAO.
3. Compte tenu que le CSA a convenu d'un Programme de travail pluriannuel ambitieux et stimulant pour la période 2020-2023, il est positif de constater qu'un important intérêt a été manifesté pour participer au Groupe consultatif, dans le but d'aider le CSA à réaliser ces travaux. Il y a davantage de parties intéressées que de places disponibles.
4. Un point utile du règlement du CSA est que le Bureau a la latitude d'avoir recours à plus d'un outil pour porter à son maximum l'inclusivité du processus, et utiliser l'éventail de compétences proposées. Comme indiqué dans l'Évaluation du CSA, le pouvoir du Président d'inviter des membres *ad hoc* permet une flexibilité et cette approche pourrait être mieux utilisée.
5. L'augmentation significative de l'intérêt manifesté pour conseiller le Bureau augmente les responsabilités qui incombent au Bureau pour examiner les dispositions relatives au Groupe consultatif à la lumière des conclusions et des recommandations exposées à l'Annexe H de la Mise en œuvre à la suite à donner à l'Évaluation. Le présent document propose une approche pour la mise en œuvre de plusieurs de ces recommandations, notamment afin de :

- Développer des ordres du jour plus stratégiques pour les réunions du Bureau, afin de faire un meilleur usage du Groupe consultatif, tout en reconnaissant le rôle que joue le Bureau et en tenant compte de la charge de travail.
- Élaborer des demandes claires en direction du Groupe consultatif, selon les besoins, dans le but de fournir des contributions plus substantielles lors des réunions conjointes du Bureau et du Groupe consultatif.
- Encourager l'apport d'une expertise pertinente, conformément au Programme de travail approuvé par le CSA.
- Tenir compte de la clause relative à la participation *ad hoc*, en examinant comment utiliser le mieux possible les dispositions existantes afin d'augmenter la participation et l'inclusivité.

### Processus du Groupe de travail et méthodologie d'analyse des candidatures

6. Lors la réunion du Bureau du CSA qui s'est tenue le 28 octobre 2019, le Président du CSA a établi un Groupe de travail chargé d'entreprendre l'analyse des candidatures pour le Groupe consultatif, et ce pour la période 2020-2021.
7. Le Groupe de travail s'est réuni à trois reprises les 11 novembre 2019, 16 janvier 2020 et 20 février 2020. Le présent document expose les recommandations du Groupe de travail en vue de leur examen par le Bureau le 19 mars 2020.
8. Dans le but de déterminer les paramètres servant de base à l'analyse et aux décisions concernant la composition du Groupe consultatif, les membres du Bureau ont été invités à formuler des questions à l'équipe du Conseiller juridique de la FAO. Les questions et les réponses qui en ont résulté figurent à l'Annexe 1.
9. Le Bureau du CSA a demandé aux groupes et aux organisations intéressés de soumettre une manifestation d'intérêt formelle et de répondre ultérieurement à un questionnaire afin de communiquer des informations plus détaillées. Le questionnaire se basait sur les points contenus au paragraphe 20 de la Recommandation 4 du Document « Évaluation du CSA : Plan d'action », approuvé par le Comité lors de la 45e session du CSA.
10. Les informations découlant des réponses au questionnaire, ainsi que l'analyse de chaque candidature réalisée par le Groupe de travail, sont incluses au tableau figurant à l'Annexe 2, qui analyse :
  - L'adéquation vis-à-vis des catégories du CSA (si applicable) ;
  - Le niveau de représentation (mondial, régional, national) ;
  - Les ressources et la potentielle capacité à contribuer (présence aux réunions, appui aux programmes de travail) ; et
  - La singularité en matière d'expertise et d'ajout de valeur au programme de travail du

CSA.

11. Les paramètres applicables à la prise de décisions concernant les sièges du Groupe consultatif découlent du Règlement intérieur du CSA, du Document de réforme du CSA et des conseils reçus de l'équipe du Conseiller juridique de la FAO.
12. Point utile, le point 5 de l'article IV du Règlement intérieur du CSA stipule que « *Le président du CSA peut, après avoir consulté le Bureau, décider de nommer à titre ad hoc des participants dont le mandat se limite à un sujet ou à une activité donnée et est limité dans le temps.* Ce pouvoir d'inviter des participants *ad hoc* est étendu et offre une flexibilité importante pour utiliser les connaissances de toute une gamme de groupes d'intérêts à différents niveaux – le Président disposant d'un pouvoir à décider en dernier ressort d'approuver ou non la participation.
13. Afin de mieux utiliser ce pouvoir au bénéfice du Bureau du CSA, le Groupe de travail a indiqué qu'il est nécessaire de définir un processus plus clair pour la participation *ad hoc*.

### **Options pour mieux utiliser les réunions du Groupe consultatif et du Bureau**

14. Les ordres du jour actuellement définis pour les réunions du Groupe consultatif et du Bureau sont en grande partie axés sur les processus et les questions administratives, au lieu d'être formulés autour des axes de travail du Programme de travail pluriannuel et des préoccupations prioritaires en cours du CSA. À la lumière des recommandations contenues dans l'Évaluation du CSA, un remaniement de l'ordre du jour des réunions du Bureau est justifié, afin de permettre des contributions plus substantielles de la part des membres du GC et des participants *ad hoc*.
15. Il existe une opportunité de définir les ordres du jour de sorte à ce qu'ils servent de tremplin permettant à un plus large éventail de parties intéressées d'ajouter de la valeur aux discussions du Bureau et de permettre au CSA de mieux atteindre ses objectifs.
16. Certains sujets de discussion potentiels pour le reste de 2020 incluent :
  - L'impact du COVID 19 sur nos systèmes alimentaires
  - Systèmes alimentaires/Nutrition et Agroécologie et autres approches innovantes – conseil sur les difficultés spécifiques rencontrées lors de l'élaboration des directives
17. Le Secrétariat examinera également les options permettant d'améliorer l'efficacité et l'efficacités des réunions, dans le but de laisser suffisamment de temps au Groupe consultatif pour fournir des conseils tant en matière de politiques que de processus.

## Principes opérationnels de la participation *ad hoc*

18. Comme soulevé dans le cadre du processus de l'Évaluation du CSA, l'option de participation *ad hoc*, après l'approbation du Président, offre une plus grande flexibilité permettant aux groupes plus larges de conseiller le Bureau et d'apporter leur expertise sur des sujets spécifiques et sur des périodes spécifiques. Compte tenu du grand intérêt exprimé et du nombre limité de sièges disponibles au Groupe consultatif, l'approche *ad hoc* devrait jouer un rôle plus central que jamais au cours de la période à venir.
19. Le Bureau et le Président du CSA pourront souhaiter se mettre d'accord sur les principes opérationnels suivants au sujet de la participation *ad hoc* :
- Le Président du CSA veillera à ce que les membres du Groupe consultatif aient l'opportunité de conseiller le Bureau en premier lieu, après quoi viendra le tour des participants *ad hoc* ;
  - Un nombre maximum de quatre participants *ad hoc* sera autorisé pour une réunion donnée ;
  - Les participants *ad hoc* seront choisis par le Président, en consultation avec le Bureau, sur la base de leur expertise et de leur contribution potentielle aux questions figurant à l'ordre du jour de la réunion ;
  - En présence d'un nombre important de parties intéressées à participer à une réunion, le Bureau et le Président du CSA tiendront compte de facteurs tels que leur expertise relative en lien avec l'ordre du jour de la réunion, le nombre de fois où elles ont assisté à des réunions précédentes par rapport à d'autres parties intéressées et la qualité de leurs contributions précédentes.

## Analyse des discussions au sein du Groupe de travail

20. Suite à l'analyse réalisée par le Président du Groupe de travail des soumissions présentées par les candidats, les membres ont systématiquement commenté chaque candidature à partir du Tableau de l'Annexe 2. Pendant toutes les discussions, le Groupe de travail a convenu que **les derniers membres du Groupe consultatif précédent devraient continuer à siéger sans changement**, bien que les Membres aient discuté et remis en cause le nombre de sièges détenus par des membres spécifiques, y compris en demandant si ces derniers pourraient être redistribués ou réduits afin de permettre à de nouveaux membres d'obtenir des sièges.
21. Suite à l'examen des « nouvelles » candidatures, aucune recommandation claire n'a été formulée quant à l'allocation d'un siège à un membre nouveau ; cependant, la préférence

a été donnée à l'utilisation du mécanisme *ad hoc* à court terme, et/ou à l'invitation des « nouveaux » candidats à participer à travers les Groupes de travail à composition non limitée, les consultations régionales (si applicables) et potentiellement en tant qu'observateurs de la Plénière du CSA. De ce fait, rien ne semble entraver la **réallocation des sièges (sans changement) au Groupe consultatif précédent, comme recommandé ci-dessous.**

## Organisation mondiale des agriculteurs (OMA)

22. Dans sa candidature, l'OMA a exprimé sa forte préférence à créer « un siège, un 'cluster' (groupe) ou un mécanisme, selon la définition répondant au mieux à la volonté du Bureau du CSA, dédié aux « agriculteurs », au sein duquel tous les agriculteurs et toutes les organisations d'agriculture pourraient être représentées ». Un commentaire supplémentaire communiqué au Président du Groupe de travail indiquait que l'OMA n'était pas disposée à continuer à participer comme membre *ad hoc*, et qu'elle préférerait fortement ne pas rejoindre le MSP ou le MSC, où l'OMA considère que sa capacité à défendre les intérêts des agriculteurs serait compromise.

23. Le Groupe de travail a débattu des options pour recevoir l'OMA au Groupe consultatif. Il a été reconnu que les voix des agriculteurs doivent être fortement représentées dans les discussions du Groupe consultatif. Certains ont indiqué leur préférence pour que l'OMA rejoigne le MSC ou le MSP, tandis que d'autres se sont prononcés en faveur de nouvelles recherches concernant la possibilité d'avoir un nouveau siège pour les agriculteurs dans le Groupe consultatif, sous réserve d'analyser de manière plus détaillée comment ce siège serait compatible avec les représentants actuels des agriculteurs au niveau du MSC et du MSP.

24. Les options que le Bureau pourra donc examiner sont les suivantes :

- Créer un nouveau siège dédié aux agriculteurs dans la catégorie Secteur privé ;
- Demander à l'OMA de rejoindre le MSC ou le MSP.

25. Comme condition à la création d'un nouveau siège au sein du Groupe consultatif, le Bureau pourrait solliciter : davantage d'informations quant aux groupes d'agriculteurs potentiels que ce siège couvrirait ; les mécanismes de gouvernance applicables à ce siège ; et sa relation avec les groupes d'agriculteurs existants au niveau du MSP et du MSC.

## Le Conseil des jeunes en faveur de l'objectif Faim zéro

26. Le Conseil des jeunes a demandé au Bureau de « *créer un espace pour un représentant des jeunes au sein du Groupe consultatif. L'idéal serait que ce représentant provienne de notre secteur de jeunes, chargé de consulter nos réseaux de jeunes en interne, mais aussi d'autres réseaux de jeunes en externe* ».
27. Les récentes réunions du CSA ont compté avec la présence d'un important contingent de représentants des jeunes, qui se sont alignés sur le MSP ou le MSC. Le Président du Groupe de travail a contacté le MSP, qui a indiqué être en faveur du siège proposé pour le Conseil des jeunes. Le Président du Groupe de travail comprend que le Conseil des jeunes est actuellement en train de discuter de la proposition de siège pour le Conseil des jeunes avec le MSC, qui se pose un certain nombre de questions.
28. Le Groupe de travail a invariablement exprimé son soutien en faveur d'une voix plus forte représentant les jeunes dans les discussions du Groupe consultatif ; néanmoins, des discussions et des informations supplémentaires sont nécessaires avant qu'une décision ne puisse être prise quant à un siège à part entière (concernant notamment les relations entre le MSC et le MSP, les ressources, la gouvernance, la représentativité). Par ailleurs, du fait que le Conseil des jeunes ne correspond à aucune des catégories définies dans le Document de réforme du CSA, la **création d'un nouveau siège pour les Jeunes exigerait que la Plénière du CSA amende le Document de réforme**. Cette décision va donc nécessiter une attention toute particulière une fois que le Conseil des jeunes aura terminé ses discussions et apporté de nouvelles informations au Bureau.

## Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNFPII)

29. L'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones a demandé à disposer d'un représentant au Groupe consultatif afin de permettre aux seize représentants élus par les gouvernements et les dirigeants autochtones des sept régions socioculturelles qui composent l'Instance permanente de participer et de contribuer aux discussions du Groupe consultatif et de présenter les points de vue des Peuples autochtones, à tour de rôle.
30. Comme dans le cas du Conseil des jeunes, le MSC compte des groupes autochtones représentés parmi ses membres, et ces groupes sont représentés par le *Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique* et le *Conseil international des traités indiens*.
31. La présidente de l'Instance permanente a indiqué sa volonté de discuter avec les

représentants des peuples autochtones du MSC des potentielles relations futures entre les deux groupes, dans le contexte du CSA (en faisant remarquer qu'ils n'entretiennent actuellement aucune communication formelle), et le Président du Groupe de travail recommande qu'une discussion puisse être facilitée en personne lors d'une future réunion du Bureau. Cette discussion devrait avoir lieu avant qu'une décision sur un possible siège au Groupe consultatif ne soit prise.

## Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies - HCDH

32. Le Groupe de travail a examiné la manifestation d'intérêt formulée par le HCDC pour un siège au Groupe consultatif, en accordant une attention particulière à l'examen des relations et des interconnexions avec la figure du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Tout en reconnaissant la pertinence du mandat du HCDH en lien avec le CSA, et les distinctions vis-à-vis de la figure du Rapporteur spécial de l'ONU, certains membres se sont demandés si cela en faisait une justification suffisante pour l'octroi d'un siège séparé.

## Propositions de recommandations :

Le Bureau :

1. **Note** que, suite à la décision de la 46e session du CSA, la FAO, le FIDA et le PAM constituent des membres de droit du Groupe consultatif et, conformément aux orientations fournies par le Conseiller juridique de la FAO, ils peuvent être considérés comme hors quota pour le calcul du nombre de sièges disponibles au Groupe consultatif.
2. **Note** que le nombre maximum de sièges au Groupe consultatif pouvant être fixés par le Bureau du CSA s'élève à 14, conformément aux Règles IV et XIII du Règlement intérieur du CSA, et au paragraphe 12 du Rapport final de la 36e session du CSA.
3. **Convient** d'approuver les organisations/groupes suivants comme membres du Groupe consultatif du CSA pour la période 2020-2021 :
  - Catégorie 1 : Institutions et organes des Nations Unies
    - Organisation mondiale de la santé – 1 siège
    - Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition – 1 siège
    - Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation – 1 siège
  - Catégorie 2 : Organisations de la société civile et organisations non gouvernementales
    - Mécanisme de la société civile (MSC) – 4 sièges
  - Catégorie 3 : Systèmes internationaux de recherche agricole
    - GCRAI – 1 siège

- Catégorie 4 : Institutions financières régionales et internationales
    - Banque mondiale – 1 siège.
  - Catégorie 5 : Secteur privé et fondations philanthropiques privées
    - Mécanisme du secteur privé (MSP) – 1 siège
    - Fondation Bill et Melinda Gates
4. **Convient** de rappeler à tous les membres du Groupe consultatif que le maintien de leur statut de membre du Groupe consultatif dépend de la présence régulière aux réunions du Bureau et du Groupe consultatif, ainsi que du niveau et de la qualité des conseils techniques qu'ils apportent au Bureau, et que leur statut de membre sera régulièrement réexaminé, y compris à travers les rapports annuels présentés au Bureau.
5. **Convient** d'approuver la participation de l'Organisation mondiale des agriculteurs sur la base de l'une des options suivantes :
- i. Créer, en principe, un nouveau siège pour les agriculteurs dans la catégorie Secteur privé – sous réserve d'une nouvelle consultation du MSP et du MSC, et de la fourniture d'informations supplémentaires quant aux membres que ce siège pourrait englober et aux mécanismes de gouvernance ;
  - ii. L'OMA devient membre à part entière du MSP (à noter que l'OMA et le MSP devront formellement rechercher un accord concernant cette disposition)
6. **Convient** de considérer tous les nouveaux candidats qui cadrent avec une catégorie actuelle du CSA comme de potentiels membres *ad hoc*. Ceci comprendrait :
- L'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation et Agroecology Fund
  - OMC
  - Institut des ressources mondiales
  - Conseil de la jeunesse en faveur de l'objectif Faim zéro
  - PNUE
  - HCDH
  - UNPFII.
7. Convient des procédures opérationnelles suivantes quant à la participation *ad hoc* :
- le Président du CSA veillera à ce que les membres du Groupe consultatif aient l'opportunité de conseiller le Bureau en premier lieu, après quoi viendra le tour des participants *ad hoc* ;
  - un nombre maximum de quatre participants *ad hoc* sera autorisé pour une réunion donnée ;
  - les participants *ad hoc* seront choisis par le Président, en consultation avec le Bureau, sur la base de leur expertise et de leur contribution potentielle aux questions figurant à l'ordre du jour de la réunion ;



- En présence d'un nombre important de parties intéressées à participer à une réunion, le Bureau et le Président du CSA tiendront compte de facteurs tels que leur expertise relative en lien avec l'ordre du jour de la réunion, le nombre de fois où elles ont assisté à des réunions précédentes par rapport à d'autres parties intéressées et la qualité de leurs contributions précédentes.

8. **Convient** d'encourager la participation des organisations et groupes suivants au processus du Programme de travail pluriannuel à travers les Groupes de travail à composition non limitée du CSA, les consultations régionales (si applicables) et potentiellement en tant qu'observateurs de la Plénière du CSA :

- Parlamento agropecuario nacional de Costa Rica
- Frente Parlamentario Contra el Hambre
- CARE – encourager par ailleurs la communication avec le MSC afin d'identifier les collaborations possibles
- Future Agro – encourager par ailleurs la communication avec le MSC afin d'identifier les collaborations possibles
- Organisation Internationale de Droit du Développement (OIDD)
- Sistema de la Integración Centroamericana (SISCA)
- OCDE
- Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

## Annex 1 – FAO Legal Counsel Q&A

- 1) **As you observed during the meeting it was not clear for many of us on what number we are talking – as ceiling for the Advisory Group - : 11, 13, 14 or 17? We would be grateful if the Legal Office could provide us with the concrete answer and explain us why the term "ex-officio members" is treated as "ex-quota members".**

In line with Rule IV, paragraph 1 of CFS RoP and the Committee's decision (CFS 36 refers), in LEG's view, the upper limit of members of the Advisory group appointed for a term of two years is 14 members for the following reasons.

Rule XXXIII of the GROs states: *"the Bureau shall be assisted by an Advisory Group which shall be established in accordance with the Rules of Procedures."*

Rule VI of the CFS Rules of Procedures (CFS RoPs)<sup>1</sup>, as amended by the CFS, reads as follows:

*"The Bureau shall establish an Advisory Group from among representatives of organizations allowed to participate in the proceedings of the Committee under paragraph 11 of the CFS Reform Document and paragraph 3 of Rule XXXIII of the General Rules of the Food and Agriculture Organization of the United Nations. Representatives of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the World Food Programme, and the International Fund for Agricultural Development take part in the Advisory Group ex-officio. The members of the Advisory group shall be appointed for a term of two years. The number of members of the Advisory Group shall not exceed that of the members of the Bureau including the Chairperson, unless otherwise decided by the Committee".*

Regarding the membership of the Advisory Group, LEG considers that the term "members" refers to appointed members and any member added following a decision of the Committee. Accordingly, the number of members is limited to 13 members (the Chair + 12 members) unless the Committee decided otherwise. In 2010, at its 36<sup>th</sup> session, the Committee, in line with the foregoing rule of procedure, agreed to add a member to the Advisory Group namely the United Nations Standing Committee on Nutrition (UNSCN). It did not prescribe the term of the mandate.

- Accordingly, in LEG's view, the Committee decided to add one member to the Advisory Group and the total number of members of the Advisory group is 14 and FAO, IFAD and WFP representatives taking part as ex-officio, are not considered "appointed members" and hence, in LEG's view, three appointed members' seats have been vacated.

- 2) **The Legal Office advised: "However, the rules provide that the Committee may decide to add a member, which, per se, may not fit in one of the categories." We would be grateful for clarifications - what is a rule (or rules) in question?**

The question arose in the context of question 4, which read as follows : According to the extract above, can the Bureau invite to join the AG an organization/association which does not clearly fit into one of the five categories under paragraph 11 of the CFS Reform Document?

---

<sup>1</sup> Basic Texts, Volume II, Section L Rules of Procedures of the Committee on World Food Security,

Pursuant to Rule XXXIII, paragraph 3, implemented by Rule IV, paragraphs 1 and 5 of CFS RoP and the categories listed in paragraph 11 of the CFS Reform document,

- The Bureau “shall establish from among representatives of organizations allowed to participate in the proceedings of the Committee under paragraph 11 of the CFS Reform Document and paragraph 3 of Rule XXXIII of the General Rules of the Food and Agriculture Organization of the United Nations.” ;
- The Chair of the CFS, after consulting the Bureau, may decide to appoint *ad hoc* Participants; The latter term in the context of the CFS bears the meaning set out in Section III, C of the Reform Document, entitled “*Participants*” . This Section III, C includes paragraphs 11 and 12. Paragraph 11 reads : “*The Committee shall be open to **participants** from the following categories of organizations and entities: [...]*”.
- In accordance with the CFS Rules of Procedures and the CFS Reform Document, the Bureau and the Chair of the CFS, when establishing the Advisory Group, should invite organizations and entities falling within the five categories of organizations and entities listed in Paragraph 11 of the Reform Document.

However, Rule IV, paragraph 1, of the CFS RoPs provide that the Committee may decide to add a member (“*unless otherwise decided by the Committee*”). In the spirit of the General Rule XXXIII, paragraph 3, the CFS RoPs and CFS Reform Document, it would be appropriate for the Committee to decide to add a member from the categories of organizations or entities referred to in Paragraph 11 of the CFS Document. However, it cannot be excluded in the future that the Committee may decide to add a member, which does not clearly fit into one of the categories.

### Foreword

In this context, LEG considers that, in particular, the following rules provide guidance:

- GRO XXXIII, paragraphs 1, 3 & 4
- CFS RoP, Rule I 2, IV, para.1 and 5
- The Reform Document, paragraph 4 (Vision)<sup>3</sup>, and paragraphs 7 to 15.

In general, the current CFS legal framework allows CSOs, NGOs and private sector associations to request to participate in CFS meetings as Participants either through the coordinating mechanisms or in their individual capacity. A proposal to limit Participants status to those working through the

---

<sup>2</sup> Basic Texts, Volume II, Section L, CFS RoPs Rule I - Composition and participation  
*Membership of the Committee and participation in its proceedings shall be in accordance with paragraphs 7 to 15 of the CFS Reform Document and with Rule XXXIII, paragraphs 1 to 5 of the General Rules of the Food and Agriculture Organization of the United Nations.*

<sup>3</sup> Basic Texts, Volume II, paragraph 7, *The CFS is and remains an intergovernmental Committee. It will be composed of members, participants and observers and will seek to achieve a balance between inclusiveness and effectiveness. Its composition will ensure that the voices of all relevant stakeholders – particularly those most affected by food insecurity - are heard. It shall further take into account the fact that the overall CFS includes not only an annual global meeting, but also a series of intersessional activities at various levels.*

coordinating mechanisms may be in conflict with the principle of inclusiveness that represents one of the guiding principles of the reform of the CFS.

- 3) Does the Civil Society Mechanism have a monopoly of CFS participants under paragraph 11 (ii) of the Reform Document? In other words, can an entity, or a cluster of two or more entities, of 11 (ii) participants partake in the CFS while not belonging to the CSM?**

**NO**, Paragraph 11, ii) does not provide that the Civil Society Mechanism has a monopoly of CFS participants under paragraph 11 (ii). In other words, **YES**, an entity, or a cluster of two or more entities, of 11 (ii) participants could be allowed to participate in the CFS while not belonging to the CSM.

- 4) Can a civil society organization that does not belong to the Civil Society Mechanism become a member of the Advisory Group? Can a cluster of two or more civil society organizations that do not belong to the Civil Society Mechanism become a member of the Advisory Group?**

**YES**, in principle a civil society organization that does not belong to the Civil Society Mechanism can become a member of the Advisory Group. **YES**, in principle a cluster of two or more civil society organizations that do not belong to the Civil Society Mechanism could become a member of the Advisory Group if the Bureau so appoints.

- 5) Does the Private Sector Mechanism have a monopoly of CFS participants under paragraph 11 (v) of the Reform Document? In other words, can an entity, or a cluster of two or more entities, of 11 (v) participants partake in the CFS while not belonging to the PSM?**

**No**, paragraph 11 (v) does not provide that the Private Sector Mechanism has a monopoly of CFS participants under paragraph 11 (v) of the Reform Document.

- 6) Can a private sector organization that does not belong to the Private Sector Mechanism become a member of the Advisory Group? Can a cluster of two or more private sector organizations that do not belong to the Private Sector Mechanism become a member of the Advisory Group?**

This question has to be looked into in the context of paragraph 17 of the CFS Reform Document whereby *“Private sector associations, private philanthropic organizations and other CFS stakeholders active in areas related to food security, nutrition, and the right to food are **encouraged to autonomously establish and maintain a permanent coordination mechanism** for participation in the CFS and for actions derived from that participation at global, regional and national levels. They are invited to communicate a proposal to that effect to the CFS Bureau.”*

- 7) Is the number of CFS mechanisms limited to two under the Reform Document and any other applicable rule? In other words, can there be a third, fourth, fifth, sixth (...) CFS mechanism?**

**NO**, the number of CFS mechanisms is not limited to two under the Reform Document and any other applicable rule.

- 8) When the reform document refers to mechanisms as “autonomously established”, does that mean that mechanisms operate as if they were sovereign States under the United Nations Charter? Is there any kind of limit to their autonomy? Can member States oversee the mechanisms in any way (for instance to verify that they comply with their own bylaws, or even access information as to the**

**actual existence and the content of any internal rules)? Are the mechanisms subjected to the rules that govern the behavior of member States, or do they enjoy a degree of sovereignty above and beyond that of member States?**

In the context of the CFS, the mechanisms are subject to Rule XXXIII, in particular Rule XXXIII, paragraphs 3 and 4 of the GROS, CFS Rules of Procedures and the principles set out in the CFS Reform Document. The CFS is and remains an intergovernmental Committee.<sup>4</sup> The GRO XXXIII makes it very clear that “*voting and decision-making shall remain the exclusive prerogative*” of the CFS Members i.e. Members of FAO, WFP and IFAD , or non-member States of the Organization that are Members of the United Nations or any of its Specialized Agencies.

On this basis, it is considered that mechanisms do not enjoy a degree of sovereignty above and beyond that of member States.

**9) Can a mechanism refuse to accept entities? Can a mechanism expel entities? Is there any recourse that refused or expelled entities may pursue?**

There are no rules in the Basic Texts regarding the establishment and the functioning of mechanisms.

**10) Is there a mandatory/binding rule for allocating more than one seat to any member of the Advisory Group?**

**NO** there is no a mandatory/binding rule for allocating more than one seat to any member of the Advisory Group.

---

<sup>4</sup> CFS Reform Document, Section III Composition, modalities of participation, and consultation/coordination mechanisms, Sub-section A Composition and modalities of participation, paragraph 7.

Composition du Groupe  
consultatif du CSA

Doc N° : CFS/Bur/2020/04/17/03

**Annex 2 – Analysis table**

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to support CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
1	CSM	Civil Society	Global – CSM is based on 11 Constituencies: Smallholders Farmers, Pastoralists/Herders, Fisherfolks, Indigenous Peoples, Consumers, Urban Food Insecure, Agricultural and Food Workers, Women, Youth, Landless, NGOs.	Rome representation – attended every meeting (11) since Nov 2017.		AG Member – 4 Seats			
2	PSM	Private Sector	Global - The PSM is an open platform providing a permanent seat for private enterprises right across the agri-food value chain, from farmers, to input providers, cooperatives, processors, SMEs and food companies	Rome representation – attended every meeting (11) since Nov 2017.		AG Member – 1 Seat			

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to support CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
3	WHO	UN Agency/Body	Global	Geneva based - Attended 8 of 11 meetings since Nov 2017.		AG Member – 1 Seat			
4	UNSCN	UN Agency/Body	Global	Rome representation – attended every meeting (11)		AG Member – 1 Seat			
5	UN Special Rapporteur on the Right to Food	UN Agency/Body	Global	Rome representation – attended 6 of 11 meetings since Nov 2017.		AG Member – 1 Seat			
6	CGIAR	International Agricultural Research	Global	Attended 5 of 11 meetings since Nov 2017.		AG Member – 1 Seat			
7	B&M Gates Foundation	Private Sector/ Foundations	Global	Rome representation – attended 9 of 11 meetings since Nov		AG Member – 1 Seat			
8	World Bank	International Financial and Trade Institutions	Global	Washington DC representation - Attended 3 of 11 meetings since Nov 2017.		AG Member – 1 Seat			

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
9	World Farmers Organisation	Private Sector	Global - International Organisation of Farmers for Farmers, which aims to bring together all the national producer and farm cooperative organisations. WFO constituencies provide direct inputs to WFO position papers vis a vis the CFS workstreams. WFO is also equipped with a Food Security working group, which is coordinated by a Facilitator using a bottom up approach. The working group is composed of two WFO members per each constituency or geographical region (2 for LAC, 2 for North America, 2 from Africa, 2 for Oceania, 2 for Asia, and 2 for Europe).	Rome representation – attended 7 of 11 meetings as an ad hoc member since Nov 2017.	Broader farmer's representation and contribution to the works of the CFS, adding their voice to those of the farmers already represented within the PSM and the CSM. Allowing the widest farmers' presence possible in the AG, to bring their needs as well as unique expertise, made of traditional wisdom, will to innovate, pragmatic solutions, social commitment, into the discussion on the different workstreams. Seeking a specific farmer's seat or cluster where farmers groups could be represented.	Agreement that the WFO should be involved in the AG, but unclear on the best approach. Integration into CSM and PSM has been unsuccessful. Other options are to: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Create a farmers category in which WFO and other farmers groups can participate in the AG;</li> <li>• Create a specific seat for WFO under the Private Sector category;</li> </ul>			



	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
						<ul style="list-style-type: none"> <li>Continue as an ad hoc member long term</li> </ul>			
10	OMC	International Financial and Trade Institutions.  [Note reference to WTO in the CFS Reform document].	Global - The WTO is the only global international organization dealing with the rules of trade between nations. It has a total of 164 member governments.	Geneva based- Participation of the WTO Secretariat will be funded through the budget of the WTO Agricultural and Commodities Division	Trade expertise as it relates to global food systems, trade barriers, rules and settings. Can help shape the narrative on the role of international trade in food security, and to positioning international trade as a vital pillar of climate adaptation. It would provide information on, and enhance the understanding of the CFS, on the role of international trade in ensuring food security, adapting to climate change, alleviating poverty, reducing inequality, and contributing to the 2030 Sustainable Development Agenda.		Suggest WTO can be considered as an ad hoc Participant on a meeting-by-meeting basis when trade matters arise.		

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to ...]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
					<p>In the run up to CFS47, it would contribute in particular to the Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition. These guidelines intersect with a wide set of WTO rules, that go beyond the WTO Agreement on Agriculture, and into matters related to the Agreement on Sanitary and Phytosanitary Measures (SPS) and the Agreement on Technical Barriers to Trade (TBT). The role of trade, working alongside the WTO, is central to the proposed Hand in Hand Initiative.</p> <p>Note - WTO has indicated it could participate as an ad hoc member when</p>				

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS work programmes]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
11	Agricultural Parliament of Costa Rica	Not a current category	National	Costa Rica based	Advice on the social, cultural, environmental and economic context of CFS MYPOW issues in the Costa Rica context. Assumed that increased involvement would result in increased visibility and implementation of CFS products in Costa Rica context. No clear indication of the value addition of Advisory Group involvement at				Is not a global entity or current category so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWG process.
12	Frente Parlamentario Contre el Hambr e	Not a current category	Regional – Latin America and the Caribbean	TBC	Parliamentarians from a range of Latin American and Caribbean countries. No detailed response to questionnaire but assumed can provide expertise and advise on food security issues and initiatives from a regional				Is not a global entity or current category so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWG process.
13	Global Alliance for the	Private Sector/ Foundation	Global - Global Alliance is a strategic alliance of	US-based	“The Global Alliance and the AgroEcology Fund		Focus is on the Food Systems/Nutritio		

Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS workstreams]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
					<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
Future of Food and the Agroecology Fund		philanthropic foundations.  Agroecology Fund is a multi-donor fund supporting agro-ecological practices and policies.		networks to link into CFS deliberations, and we regularly support relevant research and stakeholder convenings that could contribute to the CFS workstreams”. The niche could be in connecting a diverse network of philanthropies in to the CFS platform and discussions and strengthening representation of philanthropies within the PSM.  Food systems and agroecological and other innovative approaches are the most obvious workstreams given specific mandate. Potential for improved resource mobilization in implementing the guidelines if the		and agroecology and innovation work streams only so suggest ad hoc Participant status rather than full AG.		

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
					Alliance is involved more				
14	CARE	Civil Society	Global - CARE works in more than 90 countries, reaching over 50 million people through over 950 poverty-fighting development and humanitarian aid programs.	US-based	Expertise in inequalities, gender issues, youth through the perspective of its humanitarian work. Unclear what sort of issues will they advise on and added value relative to other AG members? (WFP for example).  Proposed an option of deepening links to the CFS through the CSM.	Propose to take up their offer of deepening links through the CSM rather than creating a new seat.			Is not a global entity or current category so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWG process.
15	Future Agro	Not a current category – Independent grassroots organisation run by entrepreneurs	Global - Aims to make a global impact by bringing together agro innovators, entrepreneurs, farmers, investors and stakeholders to address national policies and challenges.	Greece-based	Membership covers many important stakeholders relevant to MYPOW workstreams, however further information is needed on any additional expertise Future Agro would bring relative to networks in the CSM and PSM.				Is not a global entity so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWG process.

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWS's)</i>
					Could suggest participation through CSM.				
16	International Development Law Organization (IDLO)	Not a current category  Intergovernmental Organization	Global	Rome-based representation	Have CFS observer status and experience and expertise in rule of law and access to justice. The only intergovernmental organization devoted to advancing the rule of law as it relates to sustainable development.  Legal issues are a critical element of many CFS issues. Expertise and niche is crosscutting across CFS workstreams – including inequalities, gender, food systems, governance.				Is not a current category so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWS process and continue as an observer.

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS workstreams]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
17	Sistema de la Integración Centroamericana (SISCA)	Not a current category	Regional - Fosters cooperation between the 10 countries that are part of Mesoamerica. Working in the areas of public health, food security, housing, are social fields in the context of FAO's implementation of the Mesoamerican Hunger Program	Panama - based	Expertise of issues and context on FSN in Mesoamerica region. Assumed to most concerned with MYPOW workstreams on inequalities, youth, gender, and food systems.				Is not a global entity or current category so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWG process.
18	UN Commission on Human Rights (OHCHR)	UN Agency/Body	Global – The principal United Nations office mandated to promote and protect human rights for all, OHCHR leads global human rights efforts speaks out objectively in the face of human rights violations worldwide.	Geneva-based- OHCHR participation in the Advisory Group will be covered by its regular and extra- budgetary resources. The focal point on the right to food in the Human Rights and Economic and Social Issues Section will dedicate	Provides assistance to Governments, such as expertise and technical trainings in the areas of administration of justice, legislative reform, and electoral process, to help implement international human rights standards on the ground. Also assist other entities with responsibility to protect human rights to fulfil their obligations and	Suggest dialogue to determine potential collaboration with the Special rapporteur on the Right to Food as an AG member	Very relevant expertise to CFS workstreams so suggest ad hoc membership for all workstreams – Bureau to analyse each request before consideration by the Chair.		

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
				time to contribute to the work of the Advisory Group and will travel to Rome for its meetings as necessary.	<p>individuals to realize their rights.</p> <p>Support the work of special procedures – including special rapporteurs, independent experts, and working groups-- appointed by the Council to monitor human rights in different countries or in relation to specific issues. OHCHR has often served as a bridge between the CFS efforts on food security and the human rights mechanisms in Geneva.</p> <p>Value across all workstreams but with particular value for offering guidance on policy coherence in the areas of gender and inequalities.</p>				



	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
19	UN Permanent Forum on Indigenous Issues	UN Agency/Body	<p>Global – high- level advisory body to the Economic and Social Council.</p> <p>Proposal to have a representative of the UNPFII in the CFS Advisory Group on a rotating basis, allow the sixteen representatives elected from governments and indigenous leaders of the seven sociocultural regions, who make up the Permanent Forum, to participate and bring the perspectives of indigenous peoples.</p>	Coordinated from New York - The UNPFII is funded by the UN Voluntary Fund for Indigenous Peoples.	<p>Expertise on the perspectives of indigenous people as it relates to agriculture, food security, food systems, agricultural production, governance.</p> <p>Relationship and representation relative to the CSM indigenous representatives to be clarified. UNPFII has said “UNPFIII would like to strengthen the dialogue with the Civil Society and Indigenous Peoples' Mechanism to <i>explore possible collaboration that could increase the participation of indigenous peoples' organizations</i>, many of whom have been following the discussion at the UN Permanent forum on</p>	Potential future AG seat given relevance across all MYPOW workstreams. Further dialogue with CSM is necessary as the first step.	Ad hoc Participant status offered for all workstreams as a pre-cursor to potential future AG membership.		

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS work programmes]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
					<p>Indigenous Issues for several years”.</p> <p>Forum is wider and more inclusive than the CSM Indigenous members as it represents seven sociocultural regions.</p>				
20	World Resources Institute	International Research Institutions (not solely agriculture – but resources more generally) . WRI work covers: climate, energy, food, forests, water, cities and the ocean.	Global - Research organization that spans more than 60 countries. More than 1,000 experts and staff work closely with leaders within governments, the UN, the World Bank, NGOs, global corporates (likely many existing member countries and most recent AG members).	US-based - Participation on the AG would be of Dr Esben Lunde Larsen – resourced through his current position as Fellow in the Food Programme.	<p>Likely WRI expertise will be most relevant to environmental management issues and so the current MYPOW areas would be food systems and AE and other approaches.</p> <p>WRI currently works closely with previous AG members such as the World Bank and CGIAR and has significant expertise and resourcing at its disposal that could be of benefit to the CFS.</p>		Expertise relevant to Food Systems/Nutrition and agroecology and innovation work streams only so suggest ad hoc Participant status.		

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
21	Le Conseil des jeunes en faveur de l'objectif Faim zéro	Civil society/Private sector (cross-cutting)	Global - current membership is comprised of roughly a hundred young people from around the world. Planning to engage further with Youth organizations such as Nuffield International, 4-H International (with 7 million members internationally) – who have expressed initial support.	To date, have received funding from individual member states and organisations that will support the role in the Advisory Group in the short term. Have the intention of seeking funding from member states and other bodies over 2020/21.	Strong support across CFS members for a strengthened youth voice across CFS workstreams.  The youth perspective is important across all workstreams, with a specific contribution of expertise to the youth workstream.  PSM and CSM have extensive youth delegates so it would be useful to understand the interrelationships and value add of a Youth Council.	Further clarification of relationship and value add relative to CSM and PSM delegates is needed and also ability to finance involvement is needed before a full AG seat is recommended. Also clarification of which category the youth council would sit.	Propose ad hoc Participant status and review value of participation before AG status is considered at a later date.		
22	OCDE	Not a current category	Regional – OECD countries	Paris-based	Can contribute to policy (to support development of policy guidelines) and uptake.  Specific reference to current MYPOW not included in response, apart from a reference to OECD.				Is not a global entity or current category so cannot be considered for the AG or as an ad hoc Participant. Suggest to encourage participation through the OEWG process.

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS systems. OECD is already working with FAO on food systems and can potentially contribute expertise to CFS policy guidelines as part of consultation process. Wider areas of expertise relate more to other areas of FAO work outside of current MYPOW such as fisheries. Although not stated, it is assumed that OECD would have a useful contribution to the data]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
23	PNUE	UN Agency/Body	Global	Nairobi - based	Likely focus on technical input on workstream on agroecological and other innovations in the current MYPOW. Mandate and expertise not focused on youth, gender, inequalities and data - relative to other CFS AG participants.		Suggest ad hoc member during 2020 given areas of expertise. Will not have substantive input once food systems and agroecology are concluded.		

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to support CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
24	Global Agriculture and Food Security Programme (GAFSP)	International Financial and Trade Institutions	Global - Since its inception in 2010, has brought together different partners through its multi-stakeholder structure to work in support of country-led processes towards fighting hunger and improving food security. GAFSP is led by a Steering Committee comprised of recipients, donors, civil society, and major development partners such as the RBAs and Regional Development Banks.	Washington DC based	<p>GAFSP has supported public and private sector investments to fight hunger, malnutrition, and poverty in over 40 low-income countries, by financing resilient and sustainable agriculture that benefits and empowers smallholder farmers, particularly women and youth. GAFSP offers a range of public and private investment tools including grants, concessional loans, blended finance, technical assistance and advisory services.</p> <p>MYPOW items of interest are food systems and nutrition, gender equality and women's empowerment, and youth engagement and employment, which are</p>				Working group not convinced of value add to Bureau relative to the World Bank. Suggested engagement through OEWG's.

	Name	Fit with current CFS categories – (if applicable)	Level of representation (global, regional, national)	Resourcing and likely ability to contribute (attendance at meetings, support for work programmes)	Unique expertise and value addition to CFS work programme?  <i>[Value addition can include inter alia expertise and level of influence to current CFS]</i>	Suggested mode of CFS involvement?			
						<i>Advisory Group (including option to merge into existing structures?)</i>	<i>Ad-hoc Participant - Issues to cover in MYPOW? Which AG sessions?</i>	<i>Observer</i>	<i>Standard CFS engagement (consultation, OEWG's)</i>
					<p>cross-cutting issues in GAFSP's portfolio. Our participation in the CFS Advisory Group would allow us to better contribute to the implementation of the CFS policy outcomes at the national levels through GAFSP's operational model and guidelines.</p> <p>Seeking ad hoc</p>				